

GENTIOUX – 11 novembre 2021

Bonjour à toutes et tous,

Au nom de La Ligue des Droits de l'Homme, je souhaite vous dire tout d'abord tout le plaisir de se retrouver « en vrai » devant ce monument symbole de paix.

Mais dire aussi toute l'indignation de devoir encore et toujours, plus de 100 ans après la grande guerre, réclamer que l'honneur de soldats et de leurs familles ne soit plus sali.

Pour La Ligue des Droits de l'Homme, la dénonciation des injustices commises par les tribunaux militaires durant ce conflit a été l'un de ses grands combats dans le prolongement de l'affaire Dreyfus. Avec d'autres, cela a permis d'obtenir jusqu'en 1935 la réhabilitation d'un certain nombre de fusillés pour l'exemple et au cours des années, la pression, la ténacité, l'engagement de nos organisations ont abouti dans un certain nombre de communes à l'inscription de leur nom sur le monument aux morts ; je pense par exemple au soldat Leymarie en Corrèze. Mais trop nombreuses sont encore ces victimes d'ordres arbitraires et injustement condamnées à ne pas y figurer.

Avec la célébration du centenaire de la première guerre mondiale, l'espoir était né d'un acte fort du gouvernement avec, pour une réelle réhabilitation de tous les fusillés pour l'exemple, possiblement l'annulation judiciaire des condamnations et en conséquence une série de décisions individuelles afférentes.

Espoir bien tristement déçu

Et le combat, malgré le temps qui passe, doit encore et toujours continuer !

Il convient aussi de ne pas oublier dans notre combat de nombreuses questions occultées ou méconnues de ce conflit comme les mutins de 1917 et leur répression dans les bagnes coloniaux, les compagnies de discipline et les bataillons d'exclus -qui ont provoqué de plus de morts que les fusillés pour l'exemple-, les civils injustement accusés d'espionnage, les milliers de soldats et travailleurs coloniaux oubliés, et la liste n'est malheureusement pas exhaustive.

Tous doivent « réintégrer aujourd'hui pleinement notre mémoire collective nationale » ainsi que l'affirmait Lionel Jospin à Craonne en novembre 1998 – 23 ans !

Plus que jamais, aujourd'hui, dans un contexte où la démocratie peut à tout moment vaciller sur ses fondamentaux, nous devons collectivement nous élever contre l'arbitraire, l'injustice, la discrimination de quelque nature qu'elle soit et défendre sans relâche notre devise républicaine « Liberté, égalité, fraternité » à laquelle permettez-moi d'ajouter la laïcité et la solidarité.

Je vous remercie

Monique Beyssen

Déléguée régionale LDH Limousin